

2° la rubrique « Règles diagnostiques » est complétée par la règle diagnostique suivante :

« 170

La prestation 545952-545963 peut seulement être portée en compte quatre fois par année civile. La prestation peut uniquement être portée en compte dans les situations suivantes : pour entamer et suivre un traitement qui requiert des débits de filtration glomérulaire précis, après amputation d'un ou plusieurs membres, en cas de paraplégie, en cas d'anomalies morphologiques extrêmes, chez des enfants pour lesquels les dosages de créatinine reflètent insuffisamment la fonction rénale, après une greffe rénale ou en cas de don de rein, ou chez des patients présentant des variations inexplicables dans la créatinine sérique. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

2° de rubriek "Diagnoseregels" wordt aangevuld met de volgende diagnoseregel:

"170

De verstrekking 545952-545963 mag slechts viermaal per kalenderjaar worden aangerekend. De verstrekking mag enkel aangerekend worden in volgende omstandigheden: bij het opstarten en opvolgen van een behandeling waarbij exacte glomerulaire filtratiesnelheden vereist zijn, na amputatie van één of meerdere ledematen, bij paraplégie, bij extreme morfologische afwijkingen, bij kinderen bij wie de creatininedoseringen de nierfunctie onvoldoende reflecteren, na niertransplantatie of bij nierdonatie, of bij patiënten met onverklaarbare variaties in serumcreatinine."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2023/203885]

17 JUILLET 2023. — Arrêté royal fixant les conditions d'octroi de la prime de reprise du travail à charge de l'assurance indemnités

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 86, § 3, modifié par les lois des 22 août 2002, 29 mars 2012 et 7 mai 2019 et l'article 110/1, inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 26 avril 2023;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 22 mars 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 avril 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 mai 2023;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 6 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2023/203885]

17 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de werkhervattingspremie ten laste van de uitkeringsverzekering

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002, 29 maart 2012 en 7 mei 2019 en artikel 110/1, ingevoegd bij de programmawet van 26 december 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 26 april 2023;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 22 maart 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 april 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 22 mei 2023;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 6 juni 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au titre III de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, il est inséré un chapitre VI, comportant les articles 245duodécies et 245quaterdecies, rédigé comme suit :

“ Chapitre VI. — Octroi d'une prime de reprise du travail

Art. 245duodécies. Dans le cadre d'un travail autorisé par un titulaire reconnu incapable de travailler conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée, la prime de reprise du travail visée à l'article 110/1 de la loi coordonnée est accordée à l'employeur si les conditions suivantes sont remplies:

1° aussi bien la période couverte par l'autorisation du médecin-conseil que la reprise du travail chez cet employeur sur base de cette autorisation débutent durant la période d'invalidité visée à l'article 93 de la loi coordonnée du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2025 inclus;

2° le titulaire bénéficie, via l'exercice du travail autorisé, d'une rémunération et relève, d'une manière ou d'une autre, du champ d'application de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs ou exerce une activité similaire donnant lieu à un assujettissement à une législation de sécurité sociale d'un pays étranger auquel la Belgique est liée par un instrument international ou supranational de coordination en matière de sécurité sociale ou exerce une activité similaire au service d'une organisation internationale ou supranationale;

3° le titulaire exerce le travail autorisé chez cet employeur sur base :

a) d'un contrat de travail à durée indéterminée;

b) d'un contrat de travail à durée déterminée qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date;

c) d'un contrat dans le cadre d'une formation en alternance visée à l'article 1bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date;

d) d'une désignation temporaire à durée déterminée qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date ou une désignation temporaire à durée indéterminée dans un établissement d'enseignement des Communautés, des provinces, des institutions subordonnées aux provinces, aux communes, aux associations de communes et des institutions d'utilité publique;

e) d'une nomination statutaire;

f) d'un stage en vue d'une nomination statutaire dans le secteur public.

4° le titulaire exerce le travail autorisé durant au moins trois mois avant le 1^{er} octobre 2025. Si le titulaire n'a, durant la période précitée de trois mois, exercé aucune heure de travail autorisé durant un ou plusieurs mois civils, cette période de trois mois est prolongée du nombre de mois qui correspond au nombre de mois civils durant lesquels aucune heure de travail autorisé n'a été exercée. Les heures durant lesquelles le titulaire n'a exercé aucune activité et pour lesquelles l'employeur doit payer une rémunération, le pécule de vacances ou le complément ou l'avance conformément à la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis ainsi que les heures de vacances légales et les heures de vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire prises par le titulaire et payées en vertu du régime des vacances annuelles des travailleurs salariés, sont toutefois assimilées à cet effet à des heures de travail autorisé effectivement exercé;

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, la prime de reprise du travail n'est pas accordée à l'employeur qui occupe un titulaire dans un des cas suivants :

1° une occupation exercée, en dehors du circuit du travail, dans une entreprise qui relève de la commission paritaire 327 pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les “ maatwerkbedrijven ”;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan titel III van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt een hoofdstuk VI, dat de artikelen 245duodécies tot 245quaterdecies bevat, toegevoegd, luidend als volgt:

“ Hoofdstuk VI. — Toekenning van een werkhervattingspremie

Art. 245duodécies. In het kader van een toegelaten arbeid door een arbeidsongeschikt erkende gerechtigde overeenkomstig artikel 100, § 2 van de gecoördineerde wet wordt een werkhervattingspremie bedoeld in artikel 110/1 van de gecoördineerde wet toegekend aan de werkgever als de hiernavolgende voorwaarden zijn vervuld:

1° zowel de periode gedekt door de toelating van de adviserend arts als de werkhervatting bij deze werkgever op grond van deze toelating vatten aan tijdens het tijdvak van invaliditeit bedoeld in artikel 93 van de gecoördineerde wet vanaf 1 april 2023 tot en met 31 maart 2025;

2° de gerechtigde geniet via het verrichten van de toegelaten arbeid een bezoldiging en valt op enerlei wijze onder het toepassingsgebied van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, of oefent een gelijkaardige bezigheid uit die aanleiding geeft tot een onderwerping aan een wetgeving inzake sociale zekerheid van een vreemd land waarmee België verbonden is door een internationaal of supranationaal instrument inzake coördinatie van sociale zekerheid of oefent een gelijkaardige bezigheid uit in dienst van een internationale of supranationale organisatie;

3° de gerechtigde verricht de toegelaten arbeid bij deze werkgever op grond van:

a) een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;

b) een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur die bij het begin van de toegelaten arbeid een voorziene duur van minstens drie maanden, gerekend van datum tot datum, heeft;

c) een overeenkomst in het kader van een alternerende opleiding bedoeld in artikel 1bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders die bij het begin van de toegelaten arbeid een voorziene duur van minstens drie maanden, gerekend van datum tot datum, heeft;

d) een tijdelijke aanstelling van bepaalde duur die bij het begin van de toegelaten arbeid een voorziene duur van minstens drie maanden, gerekend van datum tot datum, heeft of een tijdelijke aanstelling van doorlopende duur in een onderwijnsinstelling van de Gemeenschappen, de provincies, de instellingen ondergeschikt aan de provincies, de gemeenten, de instellingen ondergeschikt aan de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de instellingen van openbaar nut;

e) een benoeming in vast verband;

f) een stage met het oog op een benoeming in vast verband in de openbare sector.

4° de gerechtigde verricht de toegelaten arbeid gedurende minstens drie maanden vóór 1 oktober 2025. Indien de gerechtigde tijdens de voormelde periode van drie maanden één of meerdere kalendermaanden geen enkel uur toegelaten arbeid heeft verricht, wordt deze periode van drie maanden verlengd met het aantal maanden dat overeenstemt met het aantal kalendermaanden waarin geen enkel uur toegelaten arbeid is verricht. De uren waarin de gerechtigde geen arbeid verricht en waarvoor de werkgever loon, het vakantiegeld of de aanvulling of het voorschot overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12bis of nr. 13bis betaalt, evenals de uren wettelijke vakantie en de uren vakantie krachtens algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst die zijn opgenomen door de gerechtigde en die worden betaald krachtens de regeling van de jaarlijkse vakantie van de werknemers, worden echter in dit opzicht gelijkgesteld met uren van effectief verrichte toegelaten arbeid;

In afwijking van het eerste lid, 2°, wordt de werkhervattingspremie niet toegekend aan de werkgever die een gerechtigde tewerkstelt in één van de volgende gevallen:

1° een tewerkstelling uitgeoefend, buiten het normale arbeidscircuit, in een onderneming die onder het paritair comité 327 voor de beschutte werkplaatsen, de sociale werkplaatsen en de “ maatwerkbedrijven ” valt;

2° une occupation comme travailleur exerçant un flexi-job, visé à l'article 3, 3°, de la loi du 16 novembre 2015 portant dispositions diverses en matière sociale;

3° une occupation comme travailleur occasionnel visée à l'article 2/1 ou 2/4 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs;

4° une occupation qui est déjà en cours au début de la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi coordonnée et pour laquelle l'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs est limitée au secteur des soins de santé en ce qui concerne le régime d'assurance obligatoire d'assurance maladie-invalidité;

5° une occupation comme pompier volontaire, ambulancier volontaire ou volontaire de la protection civile.

Art. 245terdecies. L'employeur qui a déjà reçu une prime de reprise du travail, en exécution des dispositions de l'article 110/1 de la loi coordonnée, ne peut plus en bénéficier une nouvelle fois pour le même travailleur.

Art. 245quaterdecies. § 1^{er}. Pour pouvoir prétendre à la prime de reprise du travail, l'employeur introduit après l'expiration de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245duodecies, alinéa 1^{er}, 4°, par voie électronique, une demande signée qui est transmise à l'organisme assureur compétent pour son paiement. Si l'introduction par voie électronique d'une telle demande n'est pas possible, l'employeur utilise un formulaire papier pour transmettre la demande signée.

La demande, visée à l'alinéa 1^{er}, est, sous peine de déchéance, introduite au plus tard deux ans après l'expiration du mois civil au cours duquel a été exercé le troisième mois de travail autorisé, visé à l'article 245duodecies, alinéa 1^{er}, 4°.

§ 2. L'organisme assureur, auquel le travailleur est affilié ou inscrit à la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245duodecies, alinéa 1^{er}, 4°, examine la demande introduite par l'employeur et lui notifie sa décision. Cet organisme assureur vérifie à cet effet si les conditions déterminées dans le présent chapitre sont satisfaites sur base des informations qui lui ont été transmises par l'employeur directement ou par l'intermédiaire de la Banque carrefour de la sécurité sociale.

L'organisme assureur visé à l'alinéa 1^{er} paie la prime de reprise du travail à l'employeur après avoir constaté que la demande de l'employeur est complète et que toutes les conditions pour prétendre à ladite prime de reprise du travail sont satisfaites. Il procède à ce paiement au plus tard le dernier jour du deuxième mois civil qui suit le mois civil au cours duquel se situe la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245 duodecies, alinéa 1^{er}, 4°. Si l'employeur n'introduit toutefois une demande complète qu'après le mois civil durant lequel la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245 duodecies, alinéa 1^{er}, 4° se situe, l'organisme assureur procède à ce paiement au plus tard le dernier jour du deuxième mois civil qui suit le mois civil durant lequel l'employeur a introduit la demande précitée.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2023.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

2° een tewerkstelling als flexi-jobwerknemer, bedoeld in artikel 3, 3°, van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken;

3° een tewerkstelling als gelegenheidswerknemer bedoeld in artikel 2/1 of 2/4 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

4° een tewerkstelling die al bij de aanvang van de periode van primaire ongeschiktheid bedoeld in artikel 87 van de gecoördineerde wet lopende is en waarbij de toepassing van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt beperkt tot de sector van de geneeskundige verzorging wat de regeling inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit betreft;

5° een tewerkstelling als vrijwillig brandweerman, vrijwillig ambulancier of vrijwilliger van de civiele bescherming.

Art. 245terdecies. De werkgever die al een werkhervattingspremie heeft ontvangen in uitvoering van de bepalingen van artikel 110/1 van de gecoördineerde wet, kan deze niet nogmaals voor dezelfde werknemer genieten.

Art. 245quaterdecies. § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de werkhervattingspremie, dient de werkgever na het verstrijken van de periode van drie maanden toegelaten arbeid bedoeld in artikel 245duodecies, eerste lid, 4°, via elektronische weg een ondertekende aanvraag in die wordt bezorgd aan de verzekeringsinstelling die bevoegd is voor haar betaling. Indien de indiening van een dergelijke aanvraag niet op elektronische wijze mogelijk is, gebruikt de werkgever een papieren formulier om zijn ondertekende aanvraag over te maken.

De aanvraag bedoeld in het eerste lid wordt, op straffe van verval, ingediend uiterlijk twee jaar na het verstrijken van de kalendermaand waarin de derde maand toegelaten arbeid bedoeld in artikel 245duodecies, eerste lid, 4° is verricht geweest.

§ 2. De verzekeringsinstelling waarbij de werknemer aangesloten of ingeschreven is op het einde van de periode van drie maanden van toegelaten arbeid bedoeld in artikel 245duodecies, eerste lid, 4°, onderzoekt de door de werkgever ingediende aanvraag en brengt hem zijn beslissing ter kennis. Deze verzekeringsinstelling gaat in dit opzicht na of de in dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden zijn vervuld op basis van de informatie die de werkgever hem rechtstreeks of via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid heeft verstrekt.

De verzekeringstelling bedoeld in het eerste lid betaalt de werkhervattingspremie aan de werkgever na te hebben vastgesteld dat de aanvraag van de werkgever volledig is en dat alle voorwaarden zijn vervuld om aanspraak te maken op deze werkhervattingspremie. Zij verricht deze betaling uiterlijk de laatste dag van de tweede kalendermaand volgend op de kalendermaand waarin het einde van de periode van drie maanden toegelaten arbeid bedoeld in artikel 245duodecies, eerste lid, 4° zich bevindt. Als de werkgever echter slechts een volledige aanvraag indient na de kalendermaand waarin het einde van de periode van drie maanden van toegelaten arbeid bedoeld in artikel 245duodecies, eerste lid, 4° zich bevindt, verricht de verzekeringsinstelling de betaling uiterlijk de laatste dag van de tweede kalendermaand die volgt op de kalendermaand waarin de werkgever de voormelde aanvraag heeft ingediend.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2023.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE